

15 FEV. 1994

9133

**EQUATION**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE F. 500.000 F**  
**SIEGE SOCIAL: 13/15 Rue Buffon 75005 PARIS**  
**RCS : PARIS B.340.916.840**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
du 27 janvier 1994**

87 B 4 342

L'an mil neuf cent quatre vingt-quatorze,  
Le 27 janvier,

Les associés de EQUATION, société à responsabilité limitée  
au capital de F. 500 000, divisé en 2.500 parts de F. 200  
chacune, se sont réunis en Assemblée Générale  
Extraordinaire.

**Sont présents**

- TRANSPARENCE SARL,  
représentée par Monsieur Didier LANGMANTIL,  
propriétaire de 620 parts sociales
- Monsieur Didier LANGMANTIL  
propriétaire de 940 parts sociales
- Madame Catherine POSTEL-SEGALINY  
propriétaire de 930 parts sociales

L'Assemblée est présidée par Monsieur Didier LANGMANTIL, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### ORDRE DU JOUR

- Agrément d'un nouvel associé suite à cession de parts
- Modification corrélative des statuts
- Pouvoirs

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le texte des projets de résolution soumis à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

## PREMIERE RESOLUTION

Madame Brigitte LAOT ayant décidé, suite à sa démission de l'Ordre des Experts Comptables, de céder ses parts à

- Madame Catherine POSTEL-SEGALINY, à concurrence de 9 parts,
- Monsieur Jacques NAVARRO, Expert Comptable, inscrit à l'Ordre des Experts Comptables de Montpellier, à concurrence de 1 part,

les associés agréent en tant que nouvel associé Monsieur Jacques NAVARRO.

## DEUXIEME RESOLUTION

A la suite des cessions de parts ci-dessus mentionnées, le Président propose de modifier l'article 8 des statuts de la façon suivante :

"La répartition s'établit de la manière suivante :

- |   |           |
|---|-----------|
| - TRANSPARENCE SARL, 620 parts sociales,                | 620 parts |
| - Monsieur Didier LANGMANTIL, 940 parts sociales,       | 940 parts |
| - Madame Catherine POSTEL-SEGALINY, 939 parts sociales, | 939 parts |
| - Monsieur Jacques NAVARRO, 1 part sociale,             | 1 part    |

Total égal au nombre de parts composant le capital social:	----- 2 500 parts"
--	-----------------------

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

**TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés présents ou leur mandataire.

*copie certifiée  
conforme*

*✓*

# CESSION DE PARTS de S.A.R.L.

**EQUATION**  
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 500 000 F  
Siège Social : rue Buffon n° 13.15 à PARIS 5<sup>e</sup>  
Objet : Expertise Comptable Commissariat aux Comptes  
Registre du Commerce Paris B 340.916 840

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE  
LE 10/01/94  
N° 41  
D.S. D'ENREG. 209

Entre les soussignés  
(Noms, prénoms, professions, domiciles)  
TRANSPARENCE SARL 13/15 rue Buffon 75005 Paris  
LANGMANTIL Didier 30 rue de Brive 75005 Paris  
POSTEL-SEGALIN C. 57 rue Cozartui 75012 Paris

associés, dans la Société à responsabilité limitée ci-dessus, d'une part,  
et M<sup>me</sup> LAOT Brigitte la Croix aux  
(Noms, prénoms, profession, domicile)  
foynes 78 VILLEPREUX  
d'autre part.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :  
M<sup>me</sup> LAOT Brigitte est propriétaire de 10 parts  
de 200 F chacune, de la Société à responsabilité limitée EQUATION

au capital de 500 000 F  
dont le siège est à PARIS rue Buffon n° 13.15  
M<sup>me</sup> LAOT B. cède et transporte sous les garanties ordinaires  
de droit 1 parts qu'il possède dans ladite Société.

Par la présente cession, M NAVARRO Jacques devient propriétaire des  
parts cédées avec effet à partir du 26 janvier 1994 avec tous les droits  
et obligations y attachés.

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de .....

200 F (Deux Cent Francs)  
que Mme LAOT Brigitte reconnaît avoir reçu de  
M r NAVARRO et dont il lui donne ici valable quittance.

Sont intervenus ici :

M D Langmantil, TRANSPARENCE SABL,  
C. Postel Segaliny

seuls membres de la Société, avec Mme LAOT Brigitte cédant.

Lesquels, après avoir pris connaissance de la cession dont il s'agit, déclarent par application des articles 45 et 47 de la Loi du 24 Juillet 1966, du décret du 23 Mars 1967 et des statuts, agréer M NAVARRO Jacques en qualité d'associé.

Les parts cédées ont plus de ..... années d'existence.

Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence seront supportés par M .....

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue des dépôts et publications exigés par la Loi.

Fait à Paris le 26 janvier 1994  
(en toutes lettres)



# CESSION DE PARTS de S.A.R.L.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE  
DE PARIS (Seine) - JARDIN DES PLANTES

LE 10 FEV. 1994 ... N° ...

REÇU  
Dts d'ENREGT ...

**EQUATION**  
Société à Responsabilité Limitée au Capital de 500 000 Francs  
Siège Social : rue Buffon n° 13-15 PARIS 5<sup>e</sup>  
Objet : Expertise Comptable Comminariat aux Comptes  
Registre du Commerce PARIS B340916840

Entre les soussignés  
(Noms, prénoms, professions, domiciles)  
TRANSPARENCE, 13/15 rue Buffon 75005 Paris  
LANGMANTIL Didier, 30 rue de Breteuil 75005 Paris  
POSTEL SEGALIN Y C, 57 rue Croizet 750

associés, dans la Société à responsabilité limitée ci-dessus, d'une part,  
et Madame LAOT Brigitte, la Croix  
(Noms, prénoms, profession, domicile)  
aux Maynes 78 VILLEPREUX  
d'autre part.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :  
Mme LAOT Brigitte est propriétaire de 10 parts  
de 200 F chacune, de la Société à responsabilité limitée

**EQUATION**  
au capital de 500 000 F  
dont le siège est à PARIS 5<sup>e</sup> rue Buffon n° 13-15  
Mme LAOT Brigitte cède et transporte sous les garanties ordinaires  
de droit 9 parts qu'elle possède dans ladite Société.

Par la présente cession, M. POSTEL SEGALIN Y C devient propriétaire des  
parts cédées avec effet à partir du 16 janvier 1994 avec tous les droits  
et obligations y attachés.

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de .....  
1800F (Mille huit Cent Francs)  
que Mme LAOT Brigitte reconnaît avoir reçu de  
Mme POSTEL-SEGALIN Y et dont il lui donne ici valable quittance.

Sont intervenus ici:

M D. Langmantil, TRANSPARENCE SAAL  
et C. Postel-Segaliny

seuls membres de la Société, avec Mme LAOT Brigitte cédant.

Lesquels, après avoir pris connaissance de la cession dont il s'agit, déclarent par  
application des articles 45 et 47 de la Loi du 24 Juillet 1966, du décret du 23 Mars 1967  
et des statuts, agréer M ..... en qualité d'associé.

Les parts cédées ont plus de ..... années d'existence.

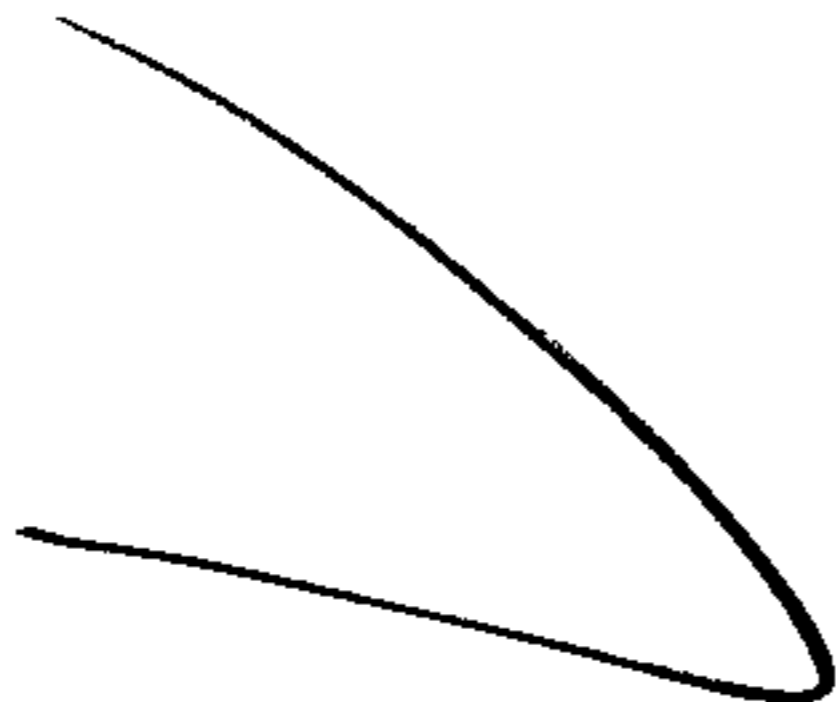
Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence seront  
supportés par M .....

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue des  
dépôts et publications exigés par la Loi.

Fait à Paris le 26 janvier 1994  
(en toutes lettres)







**EQUATION**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE F. 500.000 F**  
**SIEGE SOCIAL: 13/15 Rue Buffon 75005 PARIS**  
**RCS : PARIS B.340.916.840**

**DECLARATION DE CONFORMITE**

Le soussigné Didier LANGMANTIL,

agissant comme seul gérant associé de la Société à Responsabilité Limitée EQUATION, au capital de 500 000 F, dont le siège social est à PARIS 5ème 13/15, rue Buffon, immatriculée sous le numéro B 340 916 840,

A conformément à l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966 déclaré ce qui suit :

Aux termes du procès-verbal des délibérations d'une Assemblée Générale Extraordinaire régulièrement convoquée et tenue le 27 janvier 1994, les associés ont décidé :

- suite aux cessions de parts intervenues du 26 janvier 1994, d'agréer en qualité de nouvel associé Monsieur Jacques NAVARRO et de modifier en conséquence l'article 8 des statuts.

Les modifications des statuts sus-visées n'appellent pas de publication dans un journal d'annonces légales.

Deux copies certifiées conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 janvier 1994 et des statuts mis à jour ainsi que deux exemplaires de la présente déclaration sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de PARIS en vue d'une inscription modificative au Registre du commerce et des sociétés tenu par ledit greffe.

Ces faits exposés, le soussigné déclare que la modification statutaire exposée ci-dessus a été réalisée en conformité de la loi et des règlements en vigueur.



Fait en double exemplaire  
Le 27 janvier 1994  
A PARIS



EQUATION  
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE F. 500.000 F  
SIEGE SOCIAL: 13/15 Rue Buffon 75005 PARIS  
RCS : PARIS B.340.916.840

STATUTS

(mis à jour le 27 janvier 1994)

*Copie*  
*ces 2. pièces*  
*conformément*  
  


## **ARTICLE 1 - FORME**

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'expert comptable (de comptable agréé) et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

La société comprendra au moins trois experts comptables (ou comptables agréés) inscrits au tableau de l'Ordre ; en outre, elle comprendra au moins 75 % en nombre des associés commissaires aux comptes, qui représenteront au moins 75 % du capital.

## **ARTICLE 2 - DENOMINATION**

La dénomination est EQUATION.

## **ARTICLE 3 - OBJET**

La Société a pour objet, dans tous les pays, l'exercice des professions

- d'experts comptables, telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs,
- de commissaires aux comptes, telles qu'elles résultent de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : 13/15 Rue Buffon, 75005, PARIS.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à 50 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Il a été apporté en numéraire déposé conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, la somme de 50 000 F.

#### **ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

## ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à F. 500.000 (cinq cent mille francs).

Il est divisé en 2.500 parts sociales de F. 200 chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés.

La répartition s'établit de la manière suivante :

- TRANSPARENCE SARL, 620 parts sociales,	620 parts
- Monsieur Didier LANGMANTIL, 940 parts sociales,	940 parts
- Madame Catherine POSTEL-SEGALINY, 939 parts sociales,	939 parts
- Monsieur Jacques NAVARRO, 1 part sociale,	1 parts
	-----
Total égal au nombre de parts composant le capital social:	2 500 parts

soit deux mille cinq cent parts.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leur apport respectif et sont toutes entièrement libérées.

## ARTICLE 9 - FORMES DES PARTS - LISTE DES ASSOCIES

Les parts sont nominatives.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des experts comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs Publics et de tous tiers intéressés.

La majorité des parts doit être détenue par des experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes, ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

#### **ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS**

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'il ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts comptables (ou comptables agréés) et commissaires aux comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 7-6 et 11-6 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218, alinéa 6 de la loi du 24 juillet 1966.

#### **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES.**

##### **1 - Transmission entre vifs**

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les

parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par un acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre solution, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital, si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit, en conséquence, notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé est soumise à l'agrément préalable des associés, conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément de cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

## **2 - Transmission par décès**

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur, s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance, qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un ou l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à l'agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu d'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément, même en l'absence de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayant droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

### **3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux**

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé par la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

### **4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens.**

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément à l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

## **ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE**

Le professionnel associé radié du tableau des experts comptables ou de la liste établie par la Cour d'Appel pour ce qui concerne les commissaires aux comptes, cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société, à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

## **ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES**

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé, s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée, ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphe 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables (ou comptables agréés) ou commissaires aux comptes.

#### **ARTICLE 14 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

#### **ARTICLE 15 - GERANCE.**

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables et commissaires aux comptes et nommés par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel, déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

## **ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES.**

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quant elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

## **ARTICLE 17 - MAJORITES**

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise, s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

## **ARTICLE 18 - ANNEE SOCIALE**

L'année sociale commence le 1er septembre et finit le 31 août.

Exceptionnellement, l'exercice commencé le 1er janvier 1992 se terminera le 31 août 1992.

## **ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.**

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 20 - CONTESTATIONS.**

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil régional de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés ou du Président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, selon l'objet du litige.